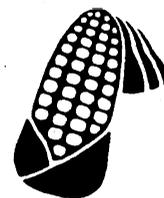




**AMÉRIQUE
LATINE**



**D 2169 • AmL31
16-31 juillet 1997**

MOTS-CLEFS
Privatisation
Néolibéralisme
Entreprise

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

LES PRIVATISATIONS EN MARCHÉ

La vague de privatisations qui déferle depuis quelques années sur l'Amérique latine sous l'effet des exigences imposées par le FMI, la Banque mondiale, les États-Unis et l'ensemble des pouvoirs politiques et économiques en place, n'a pas encore épuisé toutes les possibilités offertes par cette région du monde. Il semble que nous passions actuellement, du moins dans plusieurs pays, à une phase de privatisations qui vise essentiellement les sources d'énergies, notamment d'électricité et de pétrole, et les moyens de communications, notamment les grandes compagnies téléphoniques. Le discours par lequel les hommes au pouvoir répondent aux revendica-

tions de ceux qui subissent le contrecoup de privatisations souvent génératrices de chômage est de leur demander de bien vouloir accepter de passer par cette étape délicate car elle sera suivie d'une amélioration générale. Le scepticisme n'en progresse pas moins à ce sujet, surtout là où existe déjà un fort taux de chômage. Article paru dans Noticias Aliadas, 12 juin 1997 (Pérou), accompagné d'un extrait d'article paru dans Informe Cuatrimestral de CODEHUCA, mai 1997 (Commission pour la défense des droits de l'homme en Amérique centrale, Costa Rica).

La pression pour la privatisation des entreprises d'État en Amérique latine est forte. Bien que la vente des compagnies d'État ait commencé au début des années 80, ce n'est qu'au commencement des années 90 - lorsque la plupart des gouvernements de la région avait mis en place des programmes d'ajustement économique - que la privatisation devint un facteur clef des stratégies économiques néolibérales. Entre 1990 et 1995, les pays latino-américains obtinrent plus de 60 milliards de dollars pour la vente des entreprises d'État, avec un élan particulièrement agressif en Argentine, au Chili, en Colombie, au Mexique et au Pérou.

Toutefois, cet élan s'est réduit de façon considérable en 1995. Cette année les gouvernements de la région ne réussirent à vendre qu'environ 9 milliards de dollars de leurs actions, soit la moitié de ce qui fut obtenu grâce aux privatisations des années 1993 et 1994.

Début 1996, le processus des privatisations connaît une nouvelle relance. Les gouvernements ayant déjà pratiquement vendu toutes leurs actions se

sont mis à vendre ce qu'il leur restait, et ceux qui avaient résisté jusque-là aux privatisations en empruntaient le chemin. Les pays latino-américains ont obtenu en 1996 un total de 14,6 milliards de dollars grâce aux privatisations, soit une augmentation de 58 % par rapport à 1995.

D'après le rapport de la Chambre de commerce de Santiago, les gouvernements de la région envisagent d'obtenir un total de 23,7 milliards de dollars en 1997 pour la vente d'entreprises d'État - 62 % de plus qu'en 1996, ce qui constituerait le montant annuel le plus important perçu en provenance des privatisations. On estime qu'entre les années 1996 et 2000 on obtiendra des revenus d'au moins 70 milliards de dollars grâce aux privatisations, soit 10 milliards de dollars de plus que pendant la première moitié de la décennie.

Par rapport à l'acquisition des entreprises d'État il faut remarquer la part prise par les investisseurs latino-américains tant pour leur propre pays que pour les pays voisins. En 1996 par exemple, des capitalistes chiliens ont

utilisé 2,3 milliards de dollars pour acheter des compagnies du secteur d'État dans la région, ils ont été suivis par les Brésiliens qui ont investi 2,2 milliards de dollars et par les Péruviens, qui ont dépensé 1,3 milliards de dollars.

Bien que les entreprises de production, - principalement celles consacrées à l'industrie minière - et les complexes industriels, représentent une partie importante du secteur destiné à être privatisé, le gros des revenus provient de la vente des entreprises d'électricité. En 1996, la vente de l'industrie énergétique et des systèmes de distribution avait représenté 50 % des revenus obtenus dans le processus de privatisation.

Cette année 1997, les énormes systèmes de production d'électricité font partie du lot destiné à être vendu aux enchères. Fin avril par exemple, l'Argentine a vendu à des consortiums des États-Unis et de la Grande Bretagne, trois réseaux de distribution d'énergie de la province de Buenos Aires pour un montant total de 970 millions de dollars. Le gouvernement

**LE «TOURBILLON»
DE LA PRIVATISATION
EN AMÉRIQUE CENTRALE**

L'effort de privatisation s'est étendu à des domaines multiples de l'activité de l'État, tels la santé et l'éducation. Cette politique a servi à améliorer la situation des minorités traditionnellement privilégiées et elle a entraîné une dégradation de la qualité des services destinés au plus grand nombre.

C'est ainsi que tous les pays centraméricains montrent un contraste grandissant entre centres éducatifs, cliniques et hôpitaux privés auxquels peuvent accéder des petites minorités et le délabrement généralisé des hôpitaux, cliniques d'État et école publique. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais à cause des politiques en vigueur, ces contrastes atteignent une ampleur disproportionnée et tragique.

Actuellement, ce tourbillon de la privatisation est centré sur les services les plus rentables que les États fournissent aux sociétés centraméricaines. Vouloir améliorer ces services à partir de l'État, ou rechercher d'autres alternatives qui préservent les intérêts de l'ensemble de la société, est rejeté systématiquement.

Pour les représentants et stratèges de cet effort de privatisation, il n'existe qu'un seul chemin : l'initiative privée. Ils ne s'inquiètent pas outre mesure du chômage que provoquerait la réalisation de leurs desseins, ni de la cherté des services. Bien qu'ils avancent comme argument que toute la société bénéficierait des entreprises prospères qu'ils annoncent, la réalité est qu'ils n'ont pas de réel intérêt au bénéfice que la société peut en recevoir, mais que - quasi exclusivement - ils en espèrent un profit individuel.

L'Institut costaricien d'électricité (ICE), qui développe des activités dans la production d'énergie et aussi dans les télécommunications ; l'entreprise de télécommunications de Guatemala (GUATEL) ; l'Institut de télécommunications de Panama (INTEL), constituent avec d'autres entreprises de ces pays et d'autres pays de la région des objectifs pour ces groupes politiques et économiques qui envisagent d'en faire des grains dans leur chapelet de la privatisation (...).

*Informe Cuatrimestral
de CODEHUCA, mai 1997*

souhaite aussi se débarrasser des entreprises productrices d'électricité d'ici à la fin de l'année.

Le 16 mai, le gouvernement colombien a vendu 57 % de l'entreprise génératrice et distributrice d'énergie de la région ouest du pays. Et, il en a obtenu des revenus qui devraient lui permettre de stabiliser les économies locales et de rénover d'autres entreprises pour qu'elles soient à leur tour privatisées.

Toutefois, le scepticisme de la population vis-à-vis des bénéfices de la privatisation ne cesse de s'accroître.

"Le scepticisme en Amérique latine concernant ce processus de privatisation est de plus en plus grand", c'est ce qui est exprimé dans un éditorial de la revue *América Económica*. Le "coût politique est trop élevé, notamment dans les pays où il existe un taux important de chômage. Avant de brader des entreprises d'État, les présidents devraient vendre l'idée de privatisation à la population".

Fin avril et début mai, des mobilisations contre les privatisations ont eu lieu au Brésil où des milliers de manifestants ont marché durant plusieurs jours en protestation contre la vente de l'entreprise minière d'État Vale do Rio Doce.

La vente aux enchères dut être reportée durant presque deux semaines parce que les groupes d'opposition avaient interposé plus de cent recours en justice contre la privatisation. Le gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso a été contraint d'embaucher une "armée" de 120 avocats pour faire face aux plaintes. Dans le même temps, environ 5 000 manifestants avaient organisé une veillée de trois jours devant la Bourse des valeurs de Rio de Janeiro avant que la vente n'ait lieu.

En dépit des batailles juridiques, le gouvernement avait persisté dans ses plans de privatisation et le 6 mai il a vendu 45 % des actions de l'entreprise, pour un montant de 3,15 milliards de dollars. Il s'agit du montant le plus important obtenu pour une seule privatisation jusqu'à aujourd'hui en Amérique latine. Ce chiffre a dépassé la somme obtenue par la vente de la Compagnie péruvienne des téléphones

en 1993, qui a dépassé les 2 milliards de dollars.

Au Pérou, le gouvernement a été contraint de reporter la vente du complexe pétrolier d'État, PetroPerú en raison des protestations des travailleurs et de l'opposition. L'argument est le même qu'au Brésil : PetroPerú est une entreprise stratégique trop importante pour qu'elle soit vendue.

Cependant, le gouvernement a fait savoir qu'il continuera certainement le processus de vente en 1998, deux ans après la date prévue. Dans le cadre de la volonté du gouvernement de museler l'opposition, les investisseurs chiliens et équatoriens - le Pérou et l'Équateur se sont livrés à une guerre non déclarée en 1995 - ne pourront pas y participer.

Le pétrole constitue aussi au Venezuela le principal objectif du capital étranger. Plus de 20 ans après avoir nationalisé l'industrie pétrolière, le gouvernement vénézuélien est en train de permettre à nouveau aux entreprises étrangères de bénéficier des réserves pétrolières, estimées parmi les plus importantes du monde.

Au début du mois de juin, le gouvernement vénézuélien a entrepris la troisième mini-privatisation de ces énormes réserves pétrolières. À partir des concessions destinées à l'exploration de 20 champs pétroliers le gouvernement espérait obtenir des revenus d'un milliard de dollars ; en fin de compte, des entreprises européennes, chinoises et nord-américaines lui ont rapporté plus de 2 milliards de dollars pour ces mêmes concessions.

"Peu de pays, hormis les pays du Moyen Orient, possèdent un potentiel aussi grand que celui qu'offre le Venezuela dans les secteurs du pétrole et du gaz pour attirer l'investissement, garantissant aux actionnaires d'excellents rendements" a affirmé Joe Darby, président exécutif de l'entreprise britannique Lasmo PLC.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.